

# Quels leviers pour faire face aux menaces d'éclatement de l'euro ?

Pierre Khalfa

**J**e veux repartir de la crise de 2009-2010, essayer ensuite de voir quels sont les problèmes que rencontrent encore aujourd'hui l'Union européenne et la zone euro, pour ensuite terminer par des questions de stratégie : qu'est-ce que l'on peut faire dans la situation actuelle, quels sont les leviers que nous possédons pour changer la situation ?

Il y a une crise financière en 2008 – elle commence en 2007-2008 – mais ce qui s'est passé à partir de 2010-2011 en Europe n'est pas simplement le produit de la crise financière internationale. Il y a eu une crise spécifiquement européenne, liée aux conditions de création de l'Union économique et monétaire.

D'emblée, l'Union économique et monétaire a été bancalée. Il ne peut y avoir de monnaie unique dans une zone hétérogène, avec des pays qui ont des niveaux de développement différents, des trajectoires économiques différentes, qu'à partir du moment où il y a des transferts financiers entre les différents membres de la zone, de telle sorte qu'il puisse y avoir une convergence des trajectoires économiques et que les pays qui sont touchés, de façon différente, par un choc économique (comme la crise financière) puissent recevoir de l'aide des pays qui les entourent. Or l'Union économique et monétaire s'est construite sans qu'il soit donné la possibilité de transferts financiers entre les différents États de la zone. Ces transferts financiers sont même interdits. Ainsi, le budget européen par exemple est

“

**Il ne peut y avoir de monnaie unique dans une zone hétérogène, avec des pays qui ont des niveaux de développement différents, des trajectoires économiques différentes, qu'à partir du moment où il y a des transferts financiers entre les différents membres de la zone, de telle sorte qu'il puisse y avoir une convergence des trajectoires économiques.**

”

dérisoire : 1 % du PIB, à comparer avec le budget des États-Unis qui fait près de 20 % du PIB. Par voie de conséquence, la crise financière a révélé les contradictions propres à la zone euro.

Première contradiction : les trajectoires économiques des différents pays de la zone, loin d'avoir convergé comme c'était le pari lors de la mise en place de la monnaie unique, ont en fait divergé. Deuxième constat : cette crise a révélé dans la pratique ce qu'on savait d'un point de vue théorique, à savoir que les États étaient sous l'emprise des marchés financiers à travers le financement de leur dette publique.

## **Les contradictions à l'origine de la crise de 2010 n'ont pas disparu**

Or les contradictions à l'origine de la crise de 2010 n'ont pas disparu. On peut dire qu'aujourd'hui il y a quatre grands problèmes qui subsistent de façon très importante.

Premier problème : un système bancaire qui n'a pas été purgé par la crise. Deuxième problème : une

politique monétaire qui n'est pas stabilisée. Troisième problème : les divergences entre le nord et le sud qui se sont accrues et pas du tout réduites. Le quatrième problème, c'est que contrairement à ce que pouvaient penser tous les économistes *mainstream* nous sommes aujourd'hui dans une reprise qui est une reprise en trompe-l'œil, et pas du tout dans un nouveau cycle de croissance.

Développons rapidement ces quatre points.

Le système bancaire n'est pas purgé. En Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, la part des créances douteuses – c'est-à-dire des créances qui ont une forte probabilité de ne jamais être remboursées – dans le total des créances des banques est supérieure ou égale à 20 %. On voit donc que régulièrement telle ou telle banque a des problèmes majeurs. Cela veut dire des risques de faillite de banques très importants.

Le problème est moins de savoir que dans ces pays-là les banques ont des créances douteuses que de savoir si telle ou telle banque est systémique ou ne l'est pas.

Une banque systémique, c'est une banque dont les problèmes peuvent avoir des conséquences sur l'ensemble du système financier européen. Or, par exemple en Allemagne, la part des créances douteuses dans le total des créances des banques est très faible, inférieure à 2 %, mais le problème est qu'une banque, la Deutsche Bank est, elle, en difficulté majeure aujourd'hui. Or c'est la plus grande banque allemande, c'est une banque systémique. Cet exemple montre qu'on a un système bancaire européen extrêmement fragile malgré le fait que des mesures ont été prises théoriquement pour renforcer les fonds propres, etc. Le nombre de banques systémiques européennes est plus important qu'avant la crise. Ce sont des conglomerats bancaires très importants qui ont grossi pendant la crise et qui, par rapport à leurs homologues internationaux, sont des banques sous-capitalisées.

Deuxième problème, la politique monétaire. La BCE a mis du temps à comprendre ce qui se passait mais une fois qu'elle a compris elle a « fait le job », à sa manière évidemment. On peut dire que la BCE a sauvé la zone euro en prenant toute une série de mesures que je ne vais pas détailler faute de temps. Je signale simplement que ces mesures ont été prises contre le gouvernement allemand et contre la Bundesbank, ce qui tord le cou à une idée que l'on entend souvent répéter, à savoir qu'on serait dans une Europe sous hégémonie allemande. Ça n'a pas été du tout le cas quand Angela Merkel a pris une série de mesures pour accueillir les réfugiés. Ça n'a pas été le cas non plus en matière de politique monétaire puisque la politique monétaire mise en œuvre par la BCE s'est faite en contradiction avec ce que voulait faire la Bundesbank, à tel point d'ailleurs que la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe a considéré que les mesures prises par la BCE étaient illégales et a saisi la Cour de Justice de l'Union européenne (celle-ci a « botté en touche »).

Cette politique monétaire globalement consistée à injecter des masses de liquidités dans le circuit financier en espérant que les banques allaient prêter aux entreprises et aux particuliers pour faire repartir l'économie. En fait, ça a

marché en partie, mais l'essentiel de l'argent qu'elle a déversé dans le système bancaire a servi à relancer les phénomènes de fusions-acquisitions, de rachats d'actions par les entreprises, etc., à tel point qu'aujourd'hui la dette des entreprises, une dette privée, est extrêmement importante. Les entreprises se sont endettées, non pas pour investir massivement – ce n'est pas le cas –; elles se sont endettées pour faire des opérations de fusions-acquisitions, pour faire monter les cours de Bourse ou pour racheter leurs propres actions.

Cette politique monétaire, avec des taux d'intérêt qui sont aujourd'hui à zéro, va prendre fin, à la fin de l'année pour ce qui concerne l'achat d'obligations d'État aux différents pays européens. Quant aux taux d'intérêt, ils vont probablement augmenter progressivement à partir de 2019, on ne sait pas à partir de quand. Or, un des problèmes, c'est que l'argent qui a été déversé n'a profité qu'à très peu d'États : on peut dire que 90 % des liquidités injectées par la BCE ont profité à cinq pays parmi les plus riches de la zone : l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Finlande, à cause des mécanismes intrinsèques de la BCE. Quand cette politique monétaire va prendre fin, personne ne maîtrise vraiment ce qui va se passer, c'est un point d'interrogation.

Cela a eu des conséquences sur le fait que les divergences entre le nord et le sud ont continué à s'accroître, d'abord en termes de taux d'intérêt auxquels ces pays empruntent. Le fait que la BCE ait acheté des obligations d'État à ces pays a permis de faire en sorte que ces taux d'intérêt n'exploient pas mais il y a une divergence très importante entre les taux d'intérêt auxquels les pays du sud empruntent et les taux d'intérêt auxquels par exemple l'Allemagne et la France empruntent. Aujourd'hui, la France emprunte à des taux négatifs à court terme, ce qui veut dire que le pays s'enrichit en empruntant. Par contre, l'Espagne emprunte à des taux cinq fois plus importants que l'Allemagne, l'Italie six fois, et c'était avant même les problèmes que le gouvernement italien rencontre aujourd'hui. Dans une zone économique et monétaire, avoir de façon durable

des taux d'intérêts divergents auxquels les États empruntent est un problème majeur.

Deuxième point, une catastrophe démographique est en cours dans les pays du sud. Les taux de fécondité sont très bas dans toute l'Europe sauf en France, en Irlande et en Finlande mais ce qui se passe aujourd'hui en Italie en Grèce au Portugal en Espagne est dramatique parce qu'un quart des jeunes de 20 à 30 ans ont immigré depuis la crise économique de 2010 pour travailler dans les autres pays européens (Royaume-Uni, Allemagne Pays-Bas, un peu en France). Ce sont les jeunes les plus qualifiés qui s'en vont. Certains pays forment des jeunes qualifiés dans leur système de formation et ces jeunes vont travailler dans d'autres pays. On a des pays qui sont saignés, c'est tout à fait dramatique.

Il y a un appauvrissement des pays du sud très important par une fuite des capitaux massive qu'on peut repérer d'ailleurs dans le système de paiement de l'Union européenne, quelque chose qui s'appelle Target 2, le lieu où sont enregistrés les créances et les débits des différents pays européens les uns envers les autres. Par exemple, l'Italie a un solde négatif de près de 400 milliards d'euros tandis que l'Allemagne a un solde positif de près de 800 milliards d'euros. En soi, ça n'a pas forcément une grande importance mais ce que ça indique, c'est qu'il y a eu une fuite de capitaux massive des pays du sud vers les pays du nord, et c'est donc un problème majeur de financement de ces pays.

Dernier point, la reprise en trompe-l'œil. Les politiques d'austérité mises en place à partir de 2010-2011 ont entraîné une récession puis une stagnation économique dont certains ont cru être sortis avec un nouveau cycle économique, et c'est ce qui s'avère totalement en trompe-l'œil, tout simplement parce que la question fondamentale de la demande globale, de la demande effective, n'a pas été résolue. Les politiques d'austérité n'ont, de fait, pas cessé encore aujourd'hui. On voit donc que la plupart des pays européens, à part la France, ont résolu leur déficit commercial et sont aujourd'hui, soit en excédent commercial, soit en équilibre, mais pas parce qu'ils ont retrouvé en

compétitivité contrairement à ce qu'on entend, mais tout simplement parce qu'avec les politiques d'austérité la demande interne et, corrélativement, les importations, se sont effondrées, conduisant au rétablissement automatique des balances commerciales.

Voilà quatre facteurs d'éclatement de la zone euro. Je ne parle pas évidemment d'une éventuelle crise financière internationale et des conséquences qu'elle pourrait avoir sur la zone euro.

### Ne pas jeter le projet européen aux oubliettes

Dans cette situation, faut-il pour cela jeter le projet européen aux oubliettes? Ma réponse est clairement non. Pas simplement parce qu'à gauche on est internationaliste: d'un point de vue internationaliste, on n'a pas plus de raison de privilégier l'Europe à l'Amérique latine ou à l'Afrique. Mais pour des raisons d'ordre stratégique.

Quatre raisons en l'occurrence, que je cite simplement. Première raison: face à la puissance des multinationales et à la force de la globalisation du capital, il faut un espace politique capable de faire contrepoids. Or le seul espace politique d'ampleur capable de faire contrepoids aujourd'hui, c'est l'espace européen qui n'est pas ouvert totalement à l'extérieur – 80 % des biens consommés en Europe sont fabriqués en Europe – donc il y a possibilité d'avoir ce contrepoids à l'échelle européenne. Deuxième raison: il y a des problèmes à traiter qui sont spécifiquement de nature européenne, que ce soit en matière de services publics, en matière de lutte contre le réchauffement climatique, etc. Troisième raison: si on veut lutter réellement contre le *dumping* social, le *dumping* fiscal et lutter contre la xénophobie, il faut un espace politique européen qui permette de prendre des mesures d'harmonisation sociale et fiscale. Dernière raison: dans les négociations internationales face à la Chine, il y a tous les blocs continentaux; eh bien, il faut être capable d'avoir un bloc continental qui pèse en termes de rapports de forces. Voilà les raisons stratégiques pour lesquelles il faut un projet européen.

Mais ce projet européen suppose une refondation de l'Union

européenne et de l'Europe plus globalement, et donc une rupture avec l'Europe telle qu'elle s'est construite, c'est à dire l'Europe néolibérale antidémocratique et autoritaire.

C'est là évidemment que la vraie discussion commence. Il y a trois leviers pour y arriver et aucun n'est satisfaisant en tant que tel. Les trois sont des leviers très fragiles.

Le premier levier, c'est le levier institutionnel européen. Il va y avoir des élections au Parlement européen. Contrairement, là aussi, à ce que l'on entend quelquefois, le Parlement européen n'est pas un parlement croupion – beaucoup moins croupion que le parlement français par exemple! Le Parlement européen peut bloquer, s'il le veut, tous les projets de directive de la Commission européenne, il en a théoriquement le pouvoir à condition, évidemment, qu'une majorité en son sein le décide. Il l'a fait dans certains cas rares mais on voit bien que ce n'est pas du Parlement européen que pourra venir – quelle que soit sa majorité par ailleurs – un processus de refondation de l'Union européenne. En effet, il y a des traités européens qui ne relèvent pas du Parlement européen mais des États qui les rédigent et qui les ratifient. Deuxièmement, l'action du Parlement européen est encadrée par la Cour de Justice de l'Union européenne qui, en droit, se fonde sur les traités européens. Comme ces traités sont fondamentalement articulés autour de considérations néolibérales, autour du droit de la concurrence et du droit qui dérive du droit de la concurrence, on voit qu'on a alors un problème majeur. Donc, si le Parlement européen a des pouvoirs importants pour bloquer telle ou telle directive européenne, un pouvoir de blocage, on voit que ce n'est pas de ce seul levier institutionnel que pourra sortir une refondation, une réorientation majeure dans la construction européenne.

Le deuxième levier, ce sont les mouvements sociaux, les mobilisations sociales et citoyennes à l'échelle européenne, et là nous sommes en situation d'échec. L'échec majeur a été l'échec du forum social européen (FSE) qui a été la tentative la plus aboutie de concevoir un mouvement social européen. Après des débuts très prometteurs, le FSE a disparu

en 2010. Je ne dirai rien, faute de temps, sur la Confédération européenne des Syndicats qui est tout sauf une confédération européenne des syndicats, et qui est dans l'incapacité, ou la non-volonté, d'organiser des mobilisations sociales à l'échelle européenne. Donc il y a un problème majeur de mobilisation citoyenne ou sociale à l'échelle européenne. Il y a des choses qui se font, de petites choses. Par exemple, il y a eu, il y a quelques semaines à Bruxelles, une réunion des coursiers pour essayer de lutter contre l'ubérisation du travail à l'échelle européenne. Il y a des processus de rencontres qui existent mais la dynamique qui en est issue est faible. C'est ce qui explique d'ailleurs en partie ce qui s'est passé en Grèce, parce que le gouvernement Tsípras a été totalement isolé à l'échelle européenne. Nous avons été incapables, à l'époque, de construire un mouvement réel de soutien au gouvernement grec, qui s'est retrouvé isolé face à l'étranglement financier qu'il a subi.

### Être capable de prendre des mesures de rupture unilatérale avec les directives européennes

Troisième levier, c'est la rupture nationale: l'arrivée au pouvoir dans un ou plusieurs pays d'une coalition ou d'un parti de gauche réelle qui entreprendrait de changer les choses.

Là, il faut tirer les leçons de l'expérience de Syriza qui a capitulé devant l'Eurogroupe et la Commission européenne, devant les institutions européennes. Ils ont capitulé parce qu'ils ont été étranglés financièrement. On ne peut pas reprocher à Syriza et au gouvernement Tsípras d'avoir recherché un compromis avec les institutions européennes vu ce qui était l'état de la Grèce à l'époque mais tout compromis suppose construction d'un rapport de force. Ce qu'on peut reprocher par contre au gouvernement Syriza, c'est son incapacité à construire le moindre rapport de force avec les institutions européennes et d'avoir refusé de prendre la moindre mesure de rupture avec les règles de l'Union européenne. J'étais par hasard en Grèce en 2015 quelques jours avant le référendum. On avait rencontré le ministre du Travail



et il nous avait expliqué qu'il avait plein de mesures prêtes sur le plan social mais qu'il ne pouvait pas les prendre parce qu'il y avait un veto de l'Eurogroupe. C'était avant la capitulation de Syriza.

Donc, la clé de l'affaire pour un gouvernement qui arriverait au pouvoir, c'est d'être capable de prendre des mesures de rupture unilatérale avec les directives européennes et tout ou partie des traités européens, et d'appliquer son propre programme. Par exemple, je pense qu'un gouvernement de gauche qui arriverait au pouvoir devrait immédiatement instaurer un contrôle des capitaux. Parce que sans contrôle des capitaux, l'affaire est réglée à peu près d'emblée. Or le gouvernement grec n'a pris aucune mesure de contrôle des capitaux. Il a fallu attendre le mois de juin pour prendre cette mesure en catastrophe alors que les banques allaient s'effondrer, etc. Deuxième mesure, reprendre le contrôle du système financier. Troisième mesure, une réforme

fiscale majeure qui redonne des marges de manœuvre. Quatrième mesure, commencer à traiter la question de la dette, en reconstruisant par exemple ce qui avait été en France le circuit du trésor, ce mécanisme qui drainait l'épargne en dehors des marchés financiers vers le trésor public.

On peut ainsi prendre toute une série de mesures précises de rupture avec le néolibéralisme et de protection face aux tentatives d'étranglement financier. Il s'agit donc d'engager ce bras de fer avec les institutions européennes et d'essayer de créer un rapport de force pour rebattre les cartes à l'échelle européenne. Dans cette perspective, la sortie de l'euro n'est pas un préalable. On n'a pas du tout besoin de sortir de l'euro pour appliquer les mesures que je viens d'évoquer; mais ça veut dire aussi qu'à un moment donné on ne se laisse pas paralyser par la peur d'être exclu de la zone euro. Le gouvernement Tsípras a été mis devant le choix capitulation

ou sortie de l'euro. Il a choisi de capituler. Évidemment, à partir du moment où on exclut totalement le fait que l'on puisse à un moment donné, s'il y a une nécessité, sortir de l'euro, eh bien on se lie soi-même les mains. Donc le problème n'est pas, contrairement à ce que pensent certains, de faire de la sortie de l'euro un préalable pour mener une politique de rupture avec le néolibéralisme. On n'a pas du tout besoin de sortir de l'euro pour faire ça. D'un certain point de vue, quand on mène une politique de rupture avec le néolibéralisme, rester dans l'euro protège: on joue le rôle de ce que les économistes néolibéraux appellent le passager clandestin, on évite les spéculations sur la monnaie, etc.

Mais s'il y a un bras de fer avec les institutions européennes, eh bien, il n'est pas exclu du tout à un moment donné que le pays en question se voie exclu de la zone euro. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas prévoir à l'avance quel sera le résultat de l'affrontement. Tout dépend du pays en question, de sa puissance économique et financière, etc., mais la clé de l'affaire c'est évidemment de prendre des mesures qui sont des mesures de rupture avec les politiques néolibérales mais qui soient des mesures de rupture coopératives, qui ne visent pas à accroître la concurrence entre les peuples et les États, et qui se fixent effectivement comme objectif une perspective de refondation de l'Europe pour construire une Europe de la justice sociale, solidaire, etc.

On voit que ces trois leviers sont des leviers extrêmement fragiles, et je conclurai là-dessus. Le levier institutionnel est plus que fragile, il est extrêmement faible. Les mobilisations européennes, elles, sont totalement nécessaires parce qu'elles permettent d'affirmer un dessein commun des peuples d'Europe et elles permettent de peser sur les politiques européennes mais on en voit les difficultés. Le troisième levier est évidemment la rupture au niveau national. Il faut non seulement gagner les élections, ce qui n'est pas encore fait, c'est le moins qu'on puisse dire, et il faut ensuite tenir dans un rapport de force avec l'Union européenne: l'expérience grecque nous montre que c'est tout sauf facile. ■■■